

Nota

(1) Zitting 2013-2014.
 Stukken van het Waals Parlement 958 (2013-2014) Nrs. 1 tot 3.
 Volledig verslag, openbare zitting van 12 maart 2014.
 Bespreking.
 Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201884]

13 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux services d'aide aux familles et aux aînés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, partie décrétable, les articles 228, § 2, 230, § 4, 240, 241, 242, 245, 246, 247 et 255;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2013;

Vu l'avis 55.070/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 février 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 327 de la partie réglementaire du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Comité est présidé par un membre du cabinet du ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions. »

Art. 3. L'article 330 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 330. Les aides familiales sont titulaires d'un numéro d'immatriculation délivré par la Région wallonne sur la base d'un certificat attestant de la réussite d'une des formations suivantes :

1^o enseignement secondaire : auxiliaire familiale et sanitaire, puéricultrice, aspirante en nursing, aide familiale, ainsi que les anciennes options de base groupées suivantes : D3TQ assistant en gériatrie, D3TQ éducation de l'enfance et D3P moniteur pour collectivités d'enfants;

2^o promotion sociale : auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivité, aide familiale et aide soignante;

3^o éducation et formation en alternance : même section que l'enseignement de plein exercice;

4^o centres de formations agréés par la Région wallonne : attestation de capacité d'aide familiale.

Est assimilée à l'aide familiale l'aide senior en possession de l'attestation d'immatriculation.

Les aides familiales titulaires d'un titre similaire et d'un numéro d'immatriculation en Région flamande, en Région bruxelloise et en Communauté germanophone sont assimilées moyennant l'attribution d'un numéro d'immatriculation délivré par la Région wallonne.

Les aides familiales titulaires d'un titre conféré par un Etat membre de l'Union européenne et reconnu équivalent par la Communauté française sont assimilées moyennant l'attribution d'un numéro d'immatriculation délivré par la Région wallonne. »

Art. 4. Dans l'article 336, § 2, 2^o, *b*), du même code, les mots « et sont à prester en priorité auprès des aînés de septante-cinq ans et plus ainsi qu'auprès de personnes bénéficiaires de l'intervention majorée ou du statut OMNIO visées à l'article 37, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 » sont abrogés.

Art. 5. L'article 339, § 3, du même code, est remplacé par ce qui suit :

« § 3 Les informations relatives à l'organisation et au programme des cours et les listes de présence signées par les participants, sont conservées au siège d'exploitation. Toute demande de dérogation est adressée à l'administration au moins quinze jours avant le début du cours. »

Art. 6. Un article 339/1 est inséré au sein du même code rédigé comme suit :

« Art. 339/1. Pour bénéficier des subventions en faveur des réunions de services visées à l'article 246 du code décretable, les services y consacrent un pour cent au moins et cinq pour cent au plus de leur contingent, majoré de l'activité des aides familiales employées dans le cadre de toute disposition en matière d'aide à l'emploi, dont au maximum un pour cent est consacré aux réunions de concertation sociale et le solde aux réunions relatives à l'organisation du service, aux obligations de la médecine du travail, à la situation des bénéficiaires, aux améliorations à apporter à la fonction et à l'encadrement des aides familiales nouvellement engagées, à l'encadrement des stagiaires.

A défaut, une sanction équivalente au produit du nombre d'heures manquantes par la subvention horaire moyenne leur est appliquée.

Les procès-verbaux ou autres documents attestant de la rencontre, établis dans le cadre de chaque réunion sont conservés au siège d'exploitation. »

Art. 7. L'article 340 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 340. Pour bénéficier de la subvention, l'activité visée à l'article 247 du code décretaal ne peut pas dépasser six heures par jour et par aide et est comptabilisée pour deux prestations par jour et par aide, au sens de l'article 343. »

Art. 8. Dans l'article 341 du même code, les mots « § 1^{er} » sont ajoutés après « Art. 341 ».

Le point « 4^o » et les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par le texte suivant :

« § 2. La subvention comporte en outre, pour les services relevant des secteurs privé et public, un montant forfaitaire supplémentaire de 4,1021 euros par heure effectuée entre six heures et huit heures et entre dix-huit heures et vingt heures, un montant forfaitaire supplémentaire de 7,1787 euros par heure effectuée entre vingt heures et vingt-et-une heures trente, un montant forfaitaire supplémentaire de 11,4859 euros par heure effectuée les dimanches et jours fériés et un montant forfaitaire supplémentaire de 5,3328 euros par heure effectuée les samedis.

Les forfaits de subventions visés à l'alinéa 1^{er} sont octroyés pour autant que les services accordent aux aides familiales au minimum les suppléments horaires suivants, qu'ils soient salariaux ou en terme de récupération :

1^o 20 pour cent pour les heures effectuées entre six heures et huit heures et entre dix-huit heures et vingt heures;

2^o 35 pour cent pour les heures effectuées entre vingt heures et vingt-et-une heures trente;

3^o 26 pour cent pour celles effectuées le samedi;

4^o 56 pour cent pour celles du dimanche.

Le nombre d'heures subventionnées ne peut pas dépasser 6 pour cent du contingent du service, majoré de l'activité des aides familiales employées dans le cadre de toute disposition en matière d'aide à l'emploi.

L'activité des aides familiales et seniors dont l'emploi est financé dans le cadre de toute disposition en matière d'aide à l'emploi est prise en considération pour l'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}.

Les modalités prévues aux articles 337 et 338 sont applicables aux heures visées aux 3^e et 4^e alinéas. »

Art. 9. Dans l'article 348 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^{er} alinéa, les chiffres « 338, 342 et 343 » sont remplacés par les chiffres « 341, 343 et 344 »;

2^o au 2^e alinéa, le chiffre « 338 » est remplacé par le chiffre « 341 ».

Art. 10. Dans l'article 349, alinéa 3, du même code, les mots « à l'article 367 et aux articles 219 à 260 du code décretaal qu'il exécute » sont remplacés par « aux articles 361 à 363 et à l'article 240 du code décretaal qu'il exécute ».

Le second chiffre « 367 » au sein du même alinéa est remplacé par les mots « 356, § 2 ».

Art. 11. L'article 353 du même code, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 353. Chaque année en janvier, et après chaque indexation des salaires survenue dans la fonction publique, l'administration notifie aux différents services subventionnés les montants des forfaits de subventions appliqués pour l'année. »

Art. 12. Dans l'article 356 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, dernier alinéa, les mots « 331, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « 221 du code décretaal »;

2^o au paragraphe 3, les mots « pour un semestre » sont remplacés par les mots « par trimestre pour les dérogations relatives à l'intensité de l'aide, avec un minimum de deux trimestres, et d'une part contributive horaire pour les dérogations relatives à l'application du barème. »;

3^o un paragraphe 4 est inséré, rédigé comme suit :

« § 4 Sur la base des termes de l'article 241 du code décretaal, § 3, dernier alinéa, les limites fixées au § 1^{er} de l'article sont modifiées et fixées à 250 heures par trimestre pour l'ensemble des prestations d'aide à la vie quotidienne fournies à un bénéficiaire par un même service ou par des services différents. La limite d'intensité est fixée à 300 heures lorsque plusieurs bénéficiaires occupent le même domicile. Aucune limite d'intensité n'est fixée pour les patients bénéficiaires du budget d'assistance personnelle visé aux articles 797 à 801. »

Art. 13. A l'article 358 du même code, les mots « 341, 340, 351, 343 et 344 » sont remplacés par les mots « 340 à 344, 349 et 351 ».

Art. 14. L'article 360 du même code est abrogé.

Art. 15. L'article 12 du présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 16. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201884]

13 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de diensten voor gezins- en bejaardenhulp

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetaal deel van het "Code wallon de l'Action Sociale et de la Santé" (Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid), inzonderheid op de artikelen 228, § 2, 230, § 4, 240, 241, 242, 245, 246, 247 et 255;

Gelet op het Decreetgevend deel van het Waalse wetboek van sociale Actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 november 2013;

Gelet op het advies nr. 55.070/4 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art.2 Artikel 327 van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van sociale Actie en Gezondheid wordt aangevuld met het volgende lid :

"Het Comité wordt door een lid van het kabinet van de minister bevoegd voor Sociale actie voorgezeten."

Art. 3. Artikel 330 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 330. De gezinshelp(st)ers zijn houder van een inschrijvingsnummer toegekend door het Waalse Gewest op basis van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij voor een van de volgende opleidingen geslaagd is :

1^o secundair onderwijs : familiale en sanitaire help(st)er, kinderverzorgster, aspirant(e) nursing, alsook de volgende voormalige gegroepeerde basisopties : D3TQ assistente geriatricie, D3TQ kinderopvoeding en D3P jeugdwerk(st)er;

2^o sociale promotie : polyvalente help(st)er voor dienstverlening aan huis en in groep, gezinshelp(st)er en hulpverzorg(st)er;

3^o afwisselende educatie en opleiding : dezelfde afdeling als de voltijdse opleiding;

4^o door het Waalse Gewest erkende opleidingscentra : gezinshelp(st)er (bekwaamheidsattest).

Met de gezinshelp(st)er wordt gelijkgesteld de bejaardenhelp(st)er in het bezit van een inschrijvingsattest.

De gezinshelp(st)ers die houder zijn van een gelijkaardige titel en van een inschrijvingsnummer in het Vlaamse Gewest, in het Brusselse Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap, worden gelijkgesteld mits toekenning van een inschrijvingsnummer door het Waalse Gewest.

De gezinshelp(st)ers die houder zijn van een titel toegekend door een Lidstaat van de Europese unie die door de Franse Gemeenschap als gelijkwaardig wordt erkend, worden gelijkgesteld mits toekenning van een inschrijvingsnummer door het Waalse Gewest.

Art. 4. In artikel 336, § 2, 2^o, b), van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "en bij voorrang gepresteerd bij personen van 75 jaar en meer, alsook bij personen die in aanmerking komen voor de verhoogde tussenkomst of voor het OMNIO-statuut bedoeld in artikel 37, § 1, tweede en derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994" opgeheven.

Art. 5. Artikel 339, § 3, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door wat volgt :

"§ 3. De informatie in verband met de organisatie en het programma van de cursussen en de door de studenten presentielijsten worden op de bedrijfszetel bewaard. Elk verzoek om afwijking wordt gericht aan de administratie binnen minstens vijftien dagen vóór het begin van de cursus."

Art. 6. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 339/1, luidend als volgt :

"Art. 339/1. Om in aanmerking te komen voor de subsidies voor de dienstvergaderingen bedoeld in artikel 246 van het decreetgevend deel, besteden de diensten minstens 1 % en hoogstens 5 % van hun contingent, verhoogd met de activiteit van de gezinshelp(st)ers tewerkgesteld in het kader van elke maatregel inzake tewerkstellingshulp, waarvan maximum 1 % besteed wordt aan de vergaderingen inzake sociaal overleg en het saldo aan de vergaderingen betreffende de organisatie van de dienst, de verplichtingen van de arbeidsgeneeskunde, de toestand van de rechthebbenden, de verbeteringen die aangebracht moeten worden aan de functie en de begeleiding van de onlangs in dienst genomen gezinshelp(st)ers, de begeleiding van de stagiairs.

Zoniet zullen ze een strafmaatregel opgelegd krijgen die overeenstemt met het product van de vermenigvuldiging van het aantal ontbrekende uren met de gemiddelde uurtoelage.

De notulen of andere documenten die de ontmoeting bewijzen, opgesteld in het kader van elke vergadering, worden op de bedrijfszetel bewaard."

Art. 7. Artikel 340 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 340. Om in aanmerking te komen voor de subsidie, mag de in artikel 247 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde activiteit niet zes uren per dag en per gezinshelp(st)er overschrijden en wordt ze voor twee prestaties per dag en per gezinshelp(st)er geteld, overeenkomstig artikel 343."

Art. 8. In artikel 341 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "§ 1" toegevoegd na de woorden "Art. 341".

Punt "4°" en het tweede, het derde en het vierde lid worden vervangen door wat volgt :

"§ 2. Voor de diensten die onder de private en de openbare sector ressorteren, bestaat de subsidie bovendien uit een bijkomend forfaitair bedrag van 4,1021 euro per uur gepresteerd tussen 6 uur en 8 uur en tussen 18 uur en 20 uur, een bijkomend forfaitair bedrag van 7,1787 euro per uur gepresteerd tussen 20 uur en 21 u. 30 m., een bijkomend forfaitair bedrag van 11,4859 euro per uur gepresteerd op zon- en feestdagen en een bijkomend forfaitair bedrag van 5,3328 euro per uur gepresteerd op zaterdagen.

De forfaitaire subsidies bedoeld in het eerste lid worden toegekend als de volgende uurtoeslagen door de diensten worden toegepast aan de gezinshelp(st)ers, hetzij als loontoeslagen of als recuperatie :

1° 20 procent voor de uren gepresteerd tussen 6 uur en 8 uur en tussen 16 uur en 20 uur;

2° 35 procent voor de uren gepresteerd tussen 20 uur en 21 u. 30 m.;

3° 26 procent voor de uren gepresteerd op zaterdagen;

4° 56 procent voor de uren gepresteerd op zondagen.

Het aantal gesubsidieerde uren mag niet hoger zijn dan 6 % van het contingent van de dienst, verhoogd met de activiteit van de gezinshelp(st)ers tewerkgesteld in het kader van elke maatregel inzake tewerkstellingshulp.

De activiteit van de gezins- en seniorenhelp(st)ers van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van elke maatregel inzake tewerkstellingshulp wordt in aanmerking genomen voor de toekenning van die subsidie bedoeld in het eerste lid.

De modaliteiten bedoeld in de artikelen 337 en 338 zijn toepasselijk op de uren bedoeld in het derde en in het vierde lid."

Art. 9. In artikel 348 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de cijfers "338, 342 en 343" vervangen door de cijfers "341, 343 en 344";

2° in het tweede lid, wordt het cijfer "338" vervangen door het cijfer "341".

Art. 10. In artikel 349, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "overeenkomstig artikel 367 en de artikelen 219 tot en met 260 van het decreetgevend deel van het Wetboek waaraan uitvoering wordt gegeven" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 361 tot en met 363 en artikel 240 van het decreetgevend deel van het Wetboek waaraan uitvoering wordt gegeven".

Het tweede cijfer "367" in hetzelfde lid wordt vervangen door de woorden "356, § 2".

Art. 11. Artikel 353 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

"Art. 353. Elk jaar in januari, en na elke indexering van de lonen van de overheidsdiensten, geeft de administratie de verschillende gesubsidieerde diensten jaarlijks kennis van de bedragen van de forfaitaire toelagen die in de loop van het jaar toegepast worden".

Art. 12. In artikel 356 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het laatste lid van paragraaf 1, worden de woorden "331, § 1" vervangen door de woorden "221 van het decreetgevend deel";

2° in paragraaf 3, worden de woorden "voor een semester" vervangen door de woorden "per semester voor de afwijkingen in verband met de steunintensiteit, met een minimum van twee kwartalen, en van een uurbijdrage voor de afwijkingen in verband met de toepassing van de loonschaal.";

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

§ 4. Op basis van de bepalingen van artikel 241 van het decreetgevend deel, § 3, laatste lid, worden de perken bepaald in § 1 van het artikel gewijzigd en vastgesteld op 250 uur per kwartaal voor alle prestaties inzake hulpverlening die aan een rechthebbende door eenzelfde dienst of door verschillende diensten worden verleend. De intensiteit wordt beperkt tot 300 uren als verschillende rechthebbenden dezelfde woonplaats betrekken. De intensiteit wordt niet beperkt voor de rechthebbenden die in aanmerking komen voor de persoonlijke bijstandsverlening bedoeld in de artikelen 797 tot 801."

Art. 13. In artikel 358 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "341, 340, 351, 343 en 344" vervangen door de woorden "340 tot 344, 349 en 351".

Art. 14. Artikel 360 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 12 van dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Art. 16. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX